

Vingt-six pays adhèrent à la Charte de l'Atlantique

Engagement de chaque gouvernement signataire à ne pas conclure d'armistice ou de paix séparée avec les membres de l'Axe contre lesquels ce gouvernement est en guerre — Russie et Japon

Washington, 3 (A.P.) — Voici le texte de l'accord conjoint des Alliés, signé à Washington, le 1er janvier 1942:

"Déclaration conjointe des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Chine, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, de Costa Rica, de Cuba, de Tchéco-Slovaquie, de la République Dominicaine, de Salvador, de la Grèce, du Guatemala, d'Haïti, du Honduras, de l'Inde, de Luxembourg, des Pays-Bas, de la Nouvelle-Zélande, du Nicaragua, de la Norvège, du Panama, de la Pologne, de l'Afrique sud et de la Yougoslavie.

"Les gouvernements signataires soussignés

"Ayant souscrit à un programme commun quant aux buts et aux principes contenus dans la déclaration conjointe du président des Etats-Unis d'Amérique et du premier ministre du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, daté du 14 août 1941, connue sous le nom de charte de l'Atlantique, et convaincus que la victoire complète sur leurs ennemis est essentielle pour défendre la vie, la liberté, l'indépendance, la liberté religieuse, et pour sauvegarder les droits humains et la justice sur leurs propres territoires aussi bien qu'en d'autres pays, et convaincus qu'ils sont maintenant engagés dans une lutte commune contre des forces sauvages et brutales tentant de subjuguier le monde, déclarent:

"1—Chaque gouvernement s'engage à employer toutes ses ressources, militaires ou économiques, contre les membres du pacte tripartite et ses adhérents, avec lesquels ledit gouvernement est en guerre.

"2—Chaque gouvernement s'engage à coopérer avec les gouvernements signataires soussignés et à ne pas conclure de paix ou d'armistice séparé avec les ennemis.

"Les autres nations qui aident matériellement à la lutte en vue de la victoire sur l'hitlérisme, ou qui peuvent éventuellement aider à cette lutte, peuvent adhérer à cette déclaration."

Fait à Washington,

Le premier janvier 1942.

Les Etats-Unis d'Amérique, par

Franklin D. Roosevelt;

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, par

Winston Churchill;

Au nom du gouvernement de l'Union des Républiques socialistes, Maxim Litvinov, ambassadeur;

Le gouvernement national de la République de Chine, Tve-Ven Song, ministre des affaires étrangères;

Le Commonwealth d'Australie, par

R. G. Casey;

Le royaume de Belgique, par le

Cte R. V. D. Straten;

Le Canada, par Leighton McCar-

thy;

Le grand duché de Luxembourg, par Hugues le Gallais;

Le royaume de Hollande, par A.

Loudon;

Signé au nom du gouvernement de Nouvelle-Zélande, par Frank

Langstone;

La république de Nicaragua, par

Léon de Bayle;

Le royaume de Norvège, par W.

Munthe de Morgenstierne;

La république de Panama, par

Jaen Gardia;

La république de Pologne, par Jan

Ciechanowski;

La république de Costa Rica, par

Luis Fernandez;

La république de Cuba, par Aurelio

F. Concheso;

La république tchécoslovaque, par

V. S. Hurban;

La république Dominicaine, par J.

M. Troncoso;

La république d'El Salvador, par

C. A. Alfaro;

Le royaume de Grèce, par Cimon

P. Diamantopoulos;

La république de Guatemala, par

Enrique Lopez-Herrarte;

La république d'Haïti, par Fernand

Dennis;

La république du Honduras, par

Julian R. Caceres;

Les Indes, Girja Shankar Bajpai;

L'Union Sud-Africaine, par Ralph

W. Close;

Le royaume de Yougoslavie, par

Constantin R. Fotitch.

On aura constaté à la lecture de ce document qu'il est rédigé de telle sorte que la Russie n'a pas besoin de déclarer la guerre au Japon. De même, plusieurs des signataires ne sont en guerre que contre un seul pays de l'Axe — le Japon — et ne s'engagent pas dans les limites de cette belligérance. A cause de cette situation, comme de la diversité des intérêts des vingt-six signataires, les termes de la déclaration sont assez vagues.

Des commentateurs ont signalé le fait que la Russie soviétique, par la signature de cette déclaration, se trouve à reconnaître le principe de la liberté religieuse.

Toutefois, cette déclaration se trouve précisée, dans une certaine mesure, par les huit points de la Charte de l'Atlantique auxquels les signataires donnent leur adhésion. Voici ces huit points, acceptés par les vingt-six gouvernements:

"1 — Leurs pays ne cherchent aucun agrandissement, territorial ou autre;

"2 — Ils ne désirent voir aucun changement territorial qui ne s'accorde pas avec les désirs librement exprimés des peuples concernés;

"3 — Ils respectent le droit de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils vivront; et ils désirent la restauration des droits souverains et du gouvernement personnel pour ceux qui les ont perdus par la force.

"4 — Ils tenteront, tout en respectant leurs obligations actuelles, de donner accès, à termes égaux, à

tous les Etats, petits ou grands, victorieux ou vaincus, au commerce et aux matières premières du monde, nécessaires à leur prospérité économique;

"5 — Ils désirent provoquer une collaboration entière entre toutes les nations dans le domaine économique, en vue d'obtenir pour tous une amélioration du standard du travail, l'avancement économique et la sécurité sociale.

"6 — Après la destruction finale de la tyrannie nazie, ils espèrent voir s'établir une paix qui donnera à toutes les nations les moyens de vivre en sécurité à l'intérieur de leurs propres frontières et qui donnera l'assurance que tous les hommes de tous les pays pourront vivre à l'abri de la peur et du besoin.

"7 — Une telle paix devrait permettre à tous les hommes de franchir les mers et les océans sans entraves.

"8 — Ils croient que toutes les nations du monde, pour des raisons réalistes aussi bien que spirituelles, doivent mettre fin à l'usage de la force. Puisque aucune paix future ne peut durer si les armements terrestres, navals et aériens continuent d'être employés par des nations qui menacent, ou peuvent menacer, de porter l'agression hors de leurs frontières, ils croient, en attendant l'établissement d'un système plus étendu et permanent de sécurité générale, que le désarmement de telles nations est essentiel. Aussi bien, ils aideront et encourageront toutes les autres mesures pratiques susceptibles d'alléger pour les peuples aimant la paix le poids écrasant des armements."

La déclaration historique signée du 1er janvier est un document de quatre pages de papier blanc à tranche dorée. Le texte de l'accord est écrit au dactylographe, mais les noms des pays signataires comme ceux de leurs représentants sont écrits à la plume de la main de ces représentants.

Le président Roosevelt, premier signataire, a écrit: "Done at Washington, January First 1942". Lui et les trois signataires suivants: MM. Churchill, Litvinov et Song, représentant respectivement l'Angleterre, la Russie et la Chine, ont signé à la Maison Blanche le Jour de l'An.

Les vingt-deux autres signatures ont été apposées au document hier, dans l'ordre alphabétique, au bureau de M. A.-A. Berle, assistant secrétaire d'Etat. Quelques signataires se sont servis de leur propre stylographe, d'autres ont pris des plumes sur le pupitre de M. Berle. Le nom qui prend le plus de place c'est celui de M. Cimon-P. Diamantopoulos, de Grèce, qui occupe les quatre cinquièmes de l'espace disponible dans la largeur de la page.

Il n'y a qu'un pâté dans ce document, et c'est sur le "M" écrit par M. Fotitch, lorsqu'il a écrit "Kingdom of Yougoslavia".